

Pompidou, Chirac, Giscard et la naissance de l'Enarchie Compassionnelle (suite)

Posté le : 14 octobre 2019 16:17 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Pays en voie de développement, Attitudes, hyperfiscalité, Economie et politique

L'article précédent a mis en perspective la lettre que Chirac a écrite à Giscard au moment où il devient le premier ministre du nouveau président. Il faut bien comprendre le contexte de ce courrier qui, pour nous, marque la naissance de ce que nous appelons l'Enarchie Compassionnelle.

Peu avant, pour faire pièce aux Gaullistes un peu secoués par sa candidature à la présidentielle puis son élection, marquée par une forme de mépris pour le général de Gaulle, traité en Has Been, Pompidou a accéléré le recours à des jeunes Énarques qu'il poussait déjà lorsqu'il était Premier Ministre : Chirac, Guéna, Charbonnel se voient promus (les laissés pour compte iront chez Mitterrand). Chirac est d'abord secrétaire d'État de Giscard : formation du couple. Et premières envolées technocratiques. Un livre de 1972, signé Jean Larteguy, *Lettre ouverte aux bonnes femmes*, bien oublié depuis, en donne, en passant, une parfaite illustration. « Qu'on paie une redevance pour avoir une télévision sans publicité et qu'on autorise soudain cette publicité tout en augmentant la redevance, histoire de promouvoir l'audiovisuel contre la presse écrite, quitte à aider par la suite cette presse pour l'empêcher de crever ; rien que de très normal ». On en est toujours là. En pire.

On voit une bureaucratie sans limite qui fait tout et l'inverse tout en accumulant les dégâts et les correctifs mais toujours en aggravant le système. On comprend mieux les 90 mécanismes d'aide au cinéma évoqués dans les commentaires à l'article précédent. Et ses résultats, magnifiquement décrits par Eric Neuhoff dans son dernier livre : **(Très) cher cinéma français**. « Le cinéma français agonise sous nos yeux. Il est à peine l'ombre de lui-même ».

Tuer par des taxes et tenter de faire renaître par des subventions est la base de la bureaucratie. La taxe et la subvention sont les deux mamelles de l'action publique dévoyée par la bureaucratie et/ou la démagogie. Rajouter les réglementations excessives et changeantes, vous n'êtes plus en démocratie, mais dans « l'esclavagisme à visage démocratique ». La création de statuts intenables et injustifiables, comme le régime du chômage des intermittents du spectacle, complète le tableau. Il est naturellement irréformable alors qu'il s'agit d'un pillage pur et simple de l'argent d'autrui, sans aucune justification sinon les menaces et les gesticulations d'une catégorie habituée aux postures théâtrales et qui sait faire... du cinéma.

Au début de la carrière de Jacques Chirac, l'hystérie soixante-huitarde conduit à une aggravation subite du phénomène.

Avec le gouvernement Chaban et l'arrivée de Delors qui se lance dans une « nouvelle société » qui n'est qu'une nouvelle bureaucratie, se produit une réaction au sein des Gaullistes qui commencent à dénoncer cette emprise bureaucratique. À la mort de Pompidou, lorsque Chirac trahit son parti pour rallier Giscard, en sabotant la candidature de Chaban, il est certes soutenu par Juillet et Garaud mais ces derniers font déjà le procès de l'europhisme, du bureaucratisme et du fiscalisme de Giscard.

Chirac écrit sa lettre pour confirmer à Giscard qu'il n'est pas sur cette ligne-là et que la fiscalité comme la réglementation resteront foisonnantes et qu'il n'est pas dans son intention de réduire la dépense publique. Giscard s'était opposé frontalement à de Gaulle qui voulait que la dépense

publique reste inférieure à 32 % du PIB (on en est à 54 %). Il avait laissé filer les dépenses sans le moindre scrupule et sans tenir compte des ordres. Pompidou n'a pas arbitré. Il considérait que les conceptions de De Gaulle et de son conseiller, Jacques Rueff, étaient réactionnaires et opposées aussi bien à la finance moderne qu'à l'Atlantisme. Rappelons que Pompidou était banquier.

Ensuite, mai 1968 et le déséquilibre massif des comptes ont rendu toute tentative de maîtrise des dépenses vaines. En 1971, Pompidou accepte l'évolution vers les changes flottants qui seront validés définitivement en 73 et surtout, sous Giscard, à la Jamaïque. On se souvient de sa performance médiatique au tout début janvier 2016 où il répondait aux questions sur le bord de la piscine de Kingston, validant, en caleçon et avec des grâces de starlette, la pire décision de politique économique internationale de son septennat. Il les accumulera, les erreurs. Pratiquement toutes les évolutions fâcheuses qui sont dénoncées pour leurs résultats catastrophiques dérivent de décisions giscardiennes, soutenues par Chirac qui ne démissionnera qu'en août 2016. Il est donc totalement associé à ces décisions. Les deux années de son premier gouvernement seront une véritable tragédie bureaucratique et fiscale, Giscard ne trouvant aucun contrepoids en face de lui mais un auxiliaire convaincu de son concept de « travaillisme à la française » (alors que le travailliste Wilson ruinait au même moment le Royaume-Uni et allait provoquer la réaction Thatcherienne).

Il est vrai que la crise mondiale a frappé en 1973 et que tout part en sucettes en 1974. Des actions extrêmement violentes sont conduites par des mouvements gauchistes couplés à des syndicats voyous se prétendant dépassés par la base et les coordinations : Mutinerie sur le paquebot France, capture du bateau, et séquestration des passagers retenus comme otages ; affaire LIP (une mise au pilori abjecte associée à un vol) ; viols et destructions par le feu en Lorraine. Le tout sans poursuites, cela va sans dire : « fi de l'ordre bourgeois, ma chère ; et en plus je vais en basket à l'Opéra. Na ! ». L'économie et le social en pleine crise poussent au laxisme.

Mais, depuis, la « crise » n'a pas cessé, pas plus que le laxisme. Giscard et Chirac sont bien les pères d'une extension malade de l'énarchie, le prétexte de la crise lui prêtant une aura de bienfaisance et faisant apparaître le concept d'énarchie « compassionnelle », et une pratique qui sera amplifiée par Fabius, Rocard, Juppé, Jospin, Villepin, Hollande. Elle se trouve à son acmé avec le couple Macron-Philippe.

La France doit absolument se guérir de cette maladie. Elle a fait de nous le pays champion des prélèvements sans que jamais personne ne l'ait demandé. Elle a totalement étouffé les libertés et cassé le droit de propriété (qui est de la liberté construite). Elle amène la France au bord de la guerre civile. Elle est à évolution lente mais mortelle. Comme le tabac. Après 50 ans !